



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

**Arrêté n°2025-DCPATE-293
autorisant la société NEXSTONE à effectuer 6 tirs de mines de grande hauteur
(22 mètres) sur sa carrière de La Ferrière
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, et notamment son article 11.6 ;

VU l'arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ/1-315 du 16 mai 2017 autorisant la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert à La Ferrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du n°20-DRCTAJ/1-286 du 19 mai 2020 autorisant la société des Carrières et Matériaux du Grand Ouest à implanter une installation de lavage des matériaux dans sa carrière de La Ferrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du n°2024-DCPATE-463 du 2 septembre 2024 modifiant les conditions de remise en état final de la carrière ;

VU le courrier du 11 mars 2025 dans lequel l'exploitant signale le changement de dénomination sociale de la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest en NEXSTONE ;

VU le dossier d'information du 20 mars 2025 relatif à la réalisation de 6 tirs de mines en grande hauteur ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2025 ;

VU le courrier adressé le 21 mai 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet, qui consiste en 6 tirs de mines sur une zone très localisée de la carrière :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- fait l'objet d'un protocole renforcé pour la préparation des opérations de tirs (foration précise, contrôle des épaisseurs du massif à abattre, modélisation 3D) ;
- aura un impact sonore et vibratile limité dans le temps ;

- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le dossier contient des éléments techniques portant sur la réalisation des tirs de grande hauteur avec en complément de la procédure de tirs existante l'ajout d'une modélisation du tir en 3 dimensions, l'implantation précise des trous de foration grâce à cette modélisation, l'utilisation d'une foreuse spécifique limitant les déviations de forage, la mesure des inclinaisons et épaisseurs de banquette et l'encartouchage de la première rangée pour garantir la charge linéaire ;

Considérant que les futurs gradins d'exploitation de la carrière resteront à une hauteur inférieure à 15 mètres ;

ARRÊTE

Article 1. Autorisation de tirs en grande hauteur

La société NEXSTONE, dont le siège social est situé au 1 rue Colonel Pierre Avia – 75015 PARIS, est autorisée à titre exceptionnel à effectuer 6 tirs de mines à grande hauteur (22 mètres) pour le rattrapage du front situé au sud-est entre +50 et +72 m NGF de sa carrière de La Ferrière.

Article 2. Dispositions spécifiques

Toutes les dispositions sont prises pour que les trous de foration ne créent pas de sous épaisseur de roche dans le massif rocheux à abattre.

La quantité annuelle d'explosifs demandée pour cette carrière n'est pas modifiée par la réalisation de ces 6 tirs de mines.

En complément de la procédure de tir existante, l'exploitant met en œuvre également les mesures suivantes :

- Modélisation du tir en 3 dimensions et traitement par un logiciel 3D spécifique ;
- Définition des emplacements des trous avec le logiciel 3D et implantation de ces trous au moyen d'une canne de positionnement satellites (GPS) ;
- Utilisation d'une foreuse (de type Coprod), limitant les déviations de forage ;
- Mesures des inclinaisons de forage et d'épaisseur de banquette ;
- Première rangée encartouchée afin de garantir la charge linéaire définie ;
- Chaque tir de mines fait l'objet d'un enregistrement sur au moins 2 sismographes disposés à des emplacements opposés représentatifs (ou à défaut au sud au lieu-dit La Gilbretière et au nord du site à la Trottinière).

Toute projection à l'extérieur du site met fin à la dérogation prévue par cet arrêté et est immédiatement portée à la connaissance de l'inspection.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection de l'environnement tous les justificatifs (notamment : plan de tirs, plan de charge, modélisation 3D, plan d'implantation et de foration détaillé, type de foreuse utilisé, relevé des sismographes) concernant ces tirs de mines durant au moins 6 mois.

Le maire de la commune de La Ferrière et les proches riverains susceptibles de subir des impacts (bruit, vibrations, projections) devront être informés du calendrier de ces tirs de mines exceptionnels.

Article 3. Dispositions administratives

Article 3.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 3.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

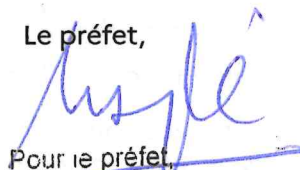
L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 24 JUIN 2025

Le préfet,



Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHER

Arrêté n° 2025-DCPATE-293

autorisant la société NEXSTONE à effectuer 6 tirs de mines de grande hauteur (22 mètres) sur sa carrière de LA FERRIERE